

extraordinaire. Parallèlement notre niveau de vie s'est grandement élevé. Ce progrès a été possible à cause de la mise en valeur de nos ressources matérielles, ce qui a nécessairement mis plus de numéraire à la disposition d'un plus grand nombre de gens. Tout cela est pour le mieux. Mais n'oublions pas que l'augmentation des devises en circulation est survenue alors que notre économie progressait et que nous avions l'embouchage intégral. D'un autre côté, nous sommes témoins aujourd'hui d'une montée en flèche de l'inflation durant une période de régression économique et de chômage intense. Voilà où se trouve le danger.

Je ne dirai rien de plus au sujet de l'inflation, mais il y a un autre problème qui nous intéresse tous et qui certes préoccupe fort le gouvernement et lui fait faire un examen de conscience. C'est le nombre sans précédent à ce moment-ci de l'année de nos hommes et femmes aptes au travail et qui n'en ont pas. Les derniers chiffres que l'on a publiés il y a quelques jours révèlent qu'en décembre 440,000 hommes et femmes étaient sans travail et se cherchaient un emploi. Ce chiffre dépasse de 79,000 celui des sans-travail pour novembre et il est supérieur de 48,000 à celui du mois correspondant l'an dernier.

Les honorables sénateurs se rappellent qu'en mars de l'an dernier, mois où le chômage était à un sommet, nous comptions 559,000 sans-travail au Canada. Si le taux de l'augmentation des derniers mois se maintient, je crains bien que le malheureux record établi en mars 1958 ne soit dépassé en mars 1959. Espérons qu'il n'en sera pas ainsi.

Dès que quelqu'un cite des chiffres relatifs au chômage, il ne manque jamais de surgir d'autres données pour infirmer les premiers. On donne à entendre que le nombre de travailleurs est plus élevé cette année que l'an dernier ou bien l'on affirme que les chiffres relatifs au chômage sont plus élevés que le nombre de ceux qui chôment effectivement. Je ne veux pas entamer une discussion sur la question de savoir s'il y a plus ou moins de personnes sans emploi aujourd'hui qu'à quelque autre époque. Mais ce qui nous préoccupe tous c'est qu'à l'heure actuelle il y a au moins 440,000 hommes et femmes aptes au travail qui ne trouvent pas d'emploi. Ce chiffre me convainc que la tâche de trouver de l'ouvrage pour ces centaines de milliers d'hommes et de femmes reste un des principaux problèmes du Canada, problème dans la solution duquel, j'en assure le gouvernement, on peut compter sur l'appui de tous mes collègues de ce côté-ci du Sénat.

La question qu'il nous incombe d'examiner est celle-ci: comment se fait-il que dans notre pays prospère il y ait tant de chômeurs? Cela

tient à plusieurs raisons dont l'une des principales, à mon avis, est le programme du gouvernement en matière d'échanges commerciaux.

L'honorable M. Horner: L'assurance-chômage en est la principale cause.

L'honorable M. Macdonald: Je ne vais pas discuter ce point avec mon collègue de Blaine-Lake (l'honorable M. Horner). Je n'essaie pas d'analyser toutes les causes, mais, je le répète, une des causes fondamentales réside dans l'actuel programme commercial du gouvernement. Ce programme, au lieu d'augmenter notre Commerce dans l'ensemble, a contribué à le restreindre. Le niveau de vie élevé dont nous jouissons dans notre pays résulte en grande partie de notre chiffre d'affaires global, c'est-à-dire, du montant global de nos importations et de nos exportations. Dès que ce commerce se désorganise dans une large mesure, il en résulte pour notre pays les conséquences les plus graves et parfois les plus désastreuses. On conviendra certes avec moi qu'il nous faut maintenir à un haut niveau notre commerce avec l'étranger, qui se compose d'exportations et d'importations. Du moment que les unes diminuent sans une hausse correspondante des autres, notre économie se ralentit.

Au cours de la période de onze mois qui s'est terminée en novembre, nos importations ont passé de \$5,230,800,000 à \$4,769,500,000, soit une baisse de 9 p. 100. Pendant le même temps, nos exportations, qui ont passé de \$4,481,200,000 à \$4,480,200,000, sont restées à peu près stables. Cette réduction de nos importations, sans augmentation correspondante de nos exportations, traduit exactement le ralentissement de nos affaires. Le premier ministre avait donné à entendre, les sénateurs s'en souviennent, que nous devrions diminuer de 15 p. 100 nos importations en provenance des États-Unis, tout en augmentant du même pourcentage nos exportations vers les pays du Commonwealth. Or, nous avons beaucoup moins importé des États-Unis et le montant global de nos importations en provenance des pays du Commonwealth a en même temps diminué. Cela saute aux yeux; il est donc inutile que je le répète. Si je le fais ce n'est que pour bien démontrer que lorsque nos importations diminuent sans que nos exportations augmentent parallèlement, il s'ensuit un fléchissement de notre balance commerciale. Or, étant donné l'augmentation de notre population qui, cette année, a passé de 16,887,000 à 17,275,000, nous devons forcément faire face au chômage, au Canada.

Qu'a fait le gouvernement pour accroître notre commerce? Je ne crois pas être injuste en disant qu'il n'a présenté aucune mesure qui ait favorisé les relations commerciales